



# Brexit... Et maintenant ?!

Les conséquences du Brexit ne sont pas des moindres. Des corrections boursières significatives, des taux d'intérêt qui continuent de baisser au niveau mondial... tout cela témoigne de la gravité de l'événement.

Les banques centrales sont contraintes de facto de poursuivre plus que jamais leur politique de l'argent bon marché. Dans un contexte où la banque centrale américaine souffle le chaud et le froid en matière d'évolution des taux, nous constatons que les acteurs du marché estiment aujourd'hui qu'une baisse des taux aux USA est plus probable qu'un relèvement des taux dans les mois à venir. **Toutefois, à l'heure actuelle, le marché se focalise presque exclusivement sur les conséquences du Brexit, sans trop guetter les prestations fondamentales de l'économie américaine. Bien entendu, quand l'effervescence sera un peu retombée, cela pourrait à nouveau changer.**

Plus près de chez nous, directement après le Brexit, Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, a lancé un appel à la coordination internationale de la politique des taux et à la vigilance quant à sa cohérence. Selon lui, c'est la meilleure manière - et la plus rapide - pour conjurer le spectre de la déflation au niveau mondial, et aussi la moins préjudiciable pour les différentes États entre eux (p. ex. les effets négatifs d'une dépréciation monétaire dans un pays, qui posent problème dans un autre pays, qui voit sa devise s'apprécier).

On devine aisément les conséquences de ces récents événements. Espérer une hausse des taux d'intérêt dans un avenir proche est purement illusoire. Rien que la fuite en avant - en quête de sécurité - qui a suivi le Brexit a suffi à faire plonger encore davantage les taux d'intérêt dans le monde entier. Combien de semaines ou de mois faudra-t-il encore attendre pour que le

Trésor allemand puisse prêter de l'argent gratuitement à 30 ans? Mais le Brexit n'est pas seul à tirer les taux vers le bas. Les achats constants et répétitifs d'obligations d'États et d'entreprises par les banques centrales du monde entier poussent également les taux à la baisse, a fortiori dans un environnement de liquidité restreinte sur le marché.

Petit à petit, on constate que de nombreuses courbes de taux d'intérêt s'aplatissent (l'écart entre le taux à court terme et le taux à long terme se rapproche de 0). Conclusion: le principal facteur d'impact de la croissance via le rachat d'obligations (et la baisse concomitante des taux) est peut-être derrière nous. Reste à espérer que, dorénavant, les autorités nationales apporteront leur pierre à l'édifice en stimulant la croissance (par exemple via des travaux d'infrastructure). De tels stimuli de la croissance sont plus que bienvenus, surtout en cette période d'incertitude, où entreprises et consommateurs n'engagent leurs projets d'investissement et leurs dépenses qu'avec la plus grande circonspection.

Au risque de nous répéter, nous pensons que la seule manière d'obtenir du rendement dans les prochaines années consiste à intégrer quand même des actifs risqués dans le portefeuille. À court terme, nous optons pour la prudence, en sous-pondérant les actions dans nos portefeuilles. Ceux qui ne détiennent pas encore d'actions peuvent profiter de cette période de turbulences pour prendre des positions sur des titres de ce type. Dans l'intervalle, on constate que les bourses se remettent légèrement de ce coup dur.

Et pour ceux qui détiennent suffisamment d'actions en portefeuille: sachez que nous restons acheteurs d'obligations à haut rendement avec une protection contre les chutes de cours importantes (fonds Lock), d'obligations des pays émergents, mais aussi de devises étrangères, comme la Couronne norvégienne ou le Dollar néo-zélandais.

Jean Vergote - Head of Investment Strategy  
Belfius Banque & Assurances